

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL

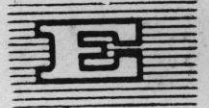


47495

Distr.
LIMITEE

E/CN.14/HOUPA/8
10 janvier 1963

FRANCAIS
Original : ANGLAIS



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Réunion d'Experts sur les problèmes de
l'Habitat en Afrique
Addis-Abéba, 9-18 janvier 1963

CONSIDERATIONS SUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE EN AFRIQUE
(Note du secrétariat)

CONSIDERATIONS SUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE EN AFRIQUE

Introduction :

1. Le principal problème de l'Afrique d'aujourd'hui dans ce domaine est de bien comprendre le concept moderne d'urbanisme. Comme c'était le cas au XVIIIe et au XIXe siècle en Europe, l'aménagement du territoire est considéré actuellement en Afrique comme un moyen de remédier aux errements du développement urbain. L'insalubrité et l'encombrement des logements, le tracé irrationnel des rues, la mauvaise organisation des services des eaux et de l'électricité ou encore l'absence d'installations sanitaires satisfaisantes, ont provoqué des décisions réglementaires sur la santé publique, des codes d'installations sanitaires et de construction et des règlements sur l'aménagement des terrains. Bref, l'urbanisme en Afrique est encore conçu comme un ensemble de mesures restrictives pour remédier à une situation due à l'imprévoyance. Mais comme l'Europe et les Etats-Unis l'ont fait, les pays africains se rendent maintenant de plus en plus clairement compte que de telles mesures sont insuffisantes pour lutter contre les pressions d'un développement réalisé, sans réglementation et dans un climat de laissez-faire, par l'initiative privée.

2. Ces notions périmées doivent faire place à des conceptions plus modernes et plus originales en matière de développement économique et social et d'aménagement. Il faut mettre davantage l'accent sur les objectifs positifs de l'aménagement que l'on peut atteindre par un plan équilibré réglant les initiatives privées et les interventions publiques.

3. Le développement rapide de nouvelles formes économiques et les changements techniques en Afrique appellent de nouveaux modes de relations entre zones rurales et zones urbaines que seul un effort de tous les pays pour élaborer un programme de planification intégrale de l'aménagement pourra permettre d'établir.

4. Ce plan d'ensemble devra viser avant tout à coordonner et à harmoniser les prétentions concurrentes sur les terrains disponibles, qui sont formulées par le secteur du logement, l'industrie, les transports et d'autres services et dans l'expression est le résultat normal de tout un programme

général de planification économique et sociale. La planification intégrale, de préférence à l'échelon national ou du district, peut seule fournir une base solide pour décider de l'emplacement des installations et services, des rapports à établir entre les unes et les autres et établir le programme de financement qui doit précéder les constructions.

Tendances actuelles de la planification de l'aménagement :

5. Au cours des dix prochaines années, les planificateurs du développement économique et social de l'aménagement rencontreront des problèmes complexes et pressants qui devront être résolus pour que le développement des pays africains se fasse par des moyens économiquement sains. Les problèmes généraux de l'urbanisation sont maintenant à l'ordre du jour et si l'accroissement explosif des villes se poursuit, le déséquilibre démographique sera tel que la liberté économique et le progrès social seront mis en péril. Les pays indépendants et ceux qui vont accéder à l'indépendance recherchent actuellement des politiques économiques et sociales radicalement différentes. Dans presque tous les cas, un programme d'industrialisation, ou plus exactement de pré-industrialisation occupe une place éminente dans leurs plans de mise en valeur des possibilités économiques et sociales. Les gouvernements recherchent des politiques permettant de créer une atmosphère favorable au développement, à la détermination scientifique de l'emplacement des industries et à la pleine utilisation dans l'économie moderne, des travailleurs déracinés, détachés de leur milieu social traditionnel.

6. Il semble qu'au lieu d'adopter une attitude de laisser faire, les gouvernements tiennent vivement à intervenir de façon plus directe dans les plans de développement à tous les niveaux. L'action locale au niveau du village, elle-même retient l'attention des pouvoirs centraux. La création dans de nombreux pays comme le Ghana et la Rhodésie du Nord, de services de développement communautaire et de protection sociale, l'élaboration de nombreux programmes locaux de planification donnent la possibilité d'appliquer des politiques nationales aux subdivisions territoriales les plus petites. Les villageois, par exemple, peuvent faire entendre d'une manière indirecte, leur opinion sur les effets de la politique gouvernementale et,

par ce moyen, faciliter la mise au point et l'application accélérée des principes retenus pour l'avenir. Ces services permettent d'accréditer le principe selon lequel la planification est "un procédé qui permet à des larges couches de population dont les qualifications sont réduites d'aider à dégager des politiques judicieuses au lieu de s'en remettre aux décisions d'un petit nombre de dirigeants très qualifiés".^{1/} Cela ne signifie non pas que les intérêts et les besoins locaux ou communaux doivent dicter la politique au plan de la nation et du district, mais qu'il est sage que l'administration de l'aménagement fasse appel à de larges groupes pour mettre au point la politique et l'appliquer.

Ce nouvel état d'esprit et l'intervention croissante de l'autorité centrale dans des domaines plus nombreux de l'aménagement influenceront le rythme, la portée et l'orientation du développement. On peut y voir la volonté des gouvernements de tirer du développement le plus d'avantages possibles pour le plus grand nombre et d'envisager ce développement dans son ensemble. Ceci apparaît dans les plans de développement économique qu'un certain nombre de pays ont élaborés afin de mieux évaluer les crédits budgétaires à engager pour les opérations de développement.

Incidence de la politique coloniale sur l'aménagement du territoire

8. L'idée de l'organisation des collectivités n'est pas nouvelle en Afrique; on trouve sur le continent d'innombrables exemples de villes bien agencées et développées. Le Caire, Tombouctou, Khartoum et Kano sont les preuves vivantes de villes bien conçues et largement développées qui devraient servir d'exemple et de stimulant pour la planification des villes africaines de demain. L'histoire est cependant venue déranger en Afrique, les cours harmonieux de ce développement urbain.

9. Après un départ très modeste à l'origine, les villes ont eu, selon les pays, un aspect et un rôle qui traduisait dans la plupart des cas la politique coloniale des métropoles qui les administraient. Il est cependant possible de dégager les principes généraux de l'attitude adoptée vis à vis

^{1/} Abraham Kaplan, On the Strategy of Social Planning (Rapport à l'Office de planification de Porto-Rico, 1958).

du développement: les politiques économiques n'étaient pas conçues, au premier chef, dans l'intérêt des pays africains, elles constituaient plutôt un prolongement de la politique des puissances coloniales dont elles visaient à renforcer la position économique.

10. Cet état de choses se retrouve dans la répartition des agglomérations - un petit nombre de grands centres commerciaux et administratifs et quelques centres d'industries extractives complémentaires de l'économie métropolitaine. Le développement du reste du pays ne présentant généralement pas un intérêt économique immédiat n'était pas jugé prioritaire et souvent retenait moins l'attention. Dans le périmètre des villes et zones retenues pour le développement, et soumises à une réglementation, les distinctions qui étaient faites étaient semble-t-il fondées sur le point de savoir s'il s'agissait d'agglomérations principalement destinées à loger en permanence des étrangers ou de centres administratifs pour fonctionnaires expatriés dont la durée du séjour était limitée. Cette distinction a considérablement influencé le niveau de développement des villes et les soins apportés à l'urbanisme.

11. Depuis la deuxième guerre mondiale et l'accession de nombreux pays à l'indépendance, la situation s'est considérablement améliorée car les pays sont généralement soucieux d'améliorer les conditions de vie de leur population.

12. Le type d'agglomération conçu pour l'exportation des matières premières n'a plus sa raison d'être dans des pays qui pour équilibrer leur économie cherchent à remplacer leurs industries extractives par des industries de transformation.

Utilisation et mise en valeur du territoire

13. Etant donné que les pays africains ont tous recours d'une manière ou d'une autre à la planification économique, il faudra prendre grand soin d'élaborer les projets qui permettront d'obtenir le maximum d'avantages pour le minimum de dépenses. A cet égard, il est encourageant de remarquer que la plupart de ces pays ont élaboré des plans de développement économique intégral. Ces plans reflètent des intentions qui, si elles sont suivies,

d'effet, entraîneront une transformation radicale du milieu et agiront notamment sur les mouvements de la population et la repartition.

14. Certes, les difficultés de réalisation seront multiples, mais ce serait une grave erreur de ne pas reconnaître que ces plans doivent comprendre l'aménagement du territoire. Tout plan visant à relever à maximum le niveau de vie devra faire la plus grande place aux agglomérations urbaines et rurales; la volonté et la nécessité de développer les ressources et de fournir des produits appelés à une large distribution, supposent une intégration complète de l'agriculture, des industries, des ressources naturelles et des services publics dans un cadre géographique de centres urbains et ruraux et de communications au plan du continent.

15. A quelques exceptions près, les pays africains n'ont encore aucun organe pour faire la liaison entre leur politique économique et l'aménagement du territoire. Les très nombreux projets de développement proposés dans les plans ne sont généralement pas intégrés et on ne sait rien des repercussions qu'ils auront les uns sur les autres et sur le milieu. L'expérience d'autres pays a montré qu'il est impossible que des programmes proposés indépendamment s'articulent d'eux-mêmes pour assurer un développement harmonieux et économiquement sain.

16. Il est inévitable que des projets non coordonnés sur le plan technique se révèlent à long terme plus onéreux; faute d'une analyse approfondie, ils provoqueront des évolutions imprévisibles, ils entraîneront des dépenses considérables en projets supplémentaires pour redresser ou améliorer la situation qu'ils auront créée. A cet égard, il peut être préjudiciable de se hâter par trop à adopter des mesures visant directement à accélérer le rythme de la croissance, sans analyser au préalable le contexte régional et les besoins interrégionaux.

17. Le projet de la Volta au Ghana, par exemple, a nécessité la création d'une ville nouvelle - Tema - et celui du barrage du Niger, en Nigéria pourra amener à en créer une aussi.

18. Pour assurer, sur une base aussi large que possible, un développement sain et rentable à long terme, il importe de respecter les conditions suivantes :

- i) intégration complète de tous les projets;
- ii) conservation et mise en valeur des ressources naturelles dans les conditions les plus économiques que possibles;
- iii) établissement et mise en oeuvre de programmes de développement polyvalents;
- iv) planification et développement harmonieux des secteurs public et privé;
- v) attraction, par les moyens appropriés, de la population dans les centres et zones où elle trouvera les conditions d'emploi et de logement les plus favorables à la croissance sociale et économique;
- vi) création d'organisations pour mobiliser les efforts des habitants, aux plans national, régional et local, vers l'application des politiques sociales et économiques;
- vii) analyse exacte de l'interdépendance de tous les aspects du développement dans chaque pays et dans chaque subdivision, autrement dit, appréciation des effets du développement économique sur les disponibilités limitées en terres, sur les autres régions, sur le mouvement des populations et sur les pays limitrophes.

19. Pour que ces conditions soient remplies, il est nécessaire de faire l'inventaire de tous les aspects du développement et des frais y afférents et d'analyser l'efficacité du développement proposé depuis l'échelon national jusqu'au niveau du village. A partir de cet inventaire et cette analyse on pourra préparer un plan de développement national et régional tenant compte de tous les aspects de l'utilisation du territoire et de l'aménagement, qui permettra de réaliser le maximum d'économies et de respecter fidèlement les politiques de base.

20. De multiples exemples sont là pour nous montrer que les techniques de planification intégrale abaissent le coût du développement, le simplifient et l'accélèrent. La méthode a été utilisée pour résoudre des problèmes de développement comparables à ceux de l'Afrique d'aujourd'hui à Porto-Rico, en Inde et dans certains pays de l'Europe orientale. Récemment, le Ghana a entrepris l'application d'un plan intégral d'aménagement du territoire; on espère que d'autres pays africains utiliseront bientôt cette méthode.

Avantages de la planification intégrale

21. La plupart des pays africains cherchent à résoudre les problèmes issus de l'urbanisation rapide et des programmes d'industrialisation et à moderniser l'économie rurale. Ces deux problèmes sont inséparables. Le développement d'une économie rurale stable exige une diversité des possibilités d'emploi pour stimuler l'initiative locale. L'accroissement du pouvoir d'achat permettra la création des services et installations essentiels. Il est probable que des centres industriels de district encourageront la vie économique locale et deviendront autant de pôles autour desquels des programmes de développement par district pourront s'ordonner. La pression sur les grands centres urbains s'en trouvera également soulagée. Un programme portant sur ces aspects du développement devra nécessairement tenir compte de la répartition de la population et des agglomérations, des projets de routes principales et secondaires, de l'approvisionnement en eau, et en électricité, des programmes de logement, des investissements industriels et des ressources humaines.

La planification au niveau du district

22. La technique de la planification au plan du district permet de déterminer les grands objectifs du développement à poursuivre d'après l'analyse, à ce niveau d'une large gamme de questions interdépendantes telles que :

- a) la répartition de la population et des agglomérations,
- b) l'agriculture,
- c) l'industrie,
- d) le logement,
- e) les routes,
- f) la terre.

La répartition de la population et des agglomérations

23. L'accroissement de la population urbaine importe par son influence sur le progrès social et la rentabilité du développement. Un petit nombre de grandes villes pourraient drainer vers elles, pour leur amélioration, la majeure partie des capitaux qui peuvent être affectés au développement.

Conformément à la loi des rendements décroissants, les grandes villes atteindront bientôt le point où, même si elles sont bien aménagées, le coût de leur développement et de leur entretien par habitant, dépassera celui des petits centres urbains. Il est donc indispensable, surtout quand les ressources sont strictement limitées, de considérer les mouvements et la concentration de la population du point de vue des dépenses en capital et des dépenses courantes et d'élaborer une politique de répartition de la population qui permette de réaliser le plus d'économies possible. L'essor sans précédent des villes africaines depuis dix ans, et ses effets sur les installations et les services existants, donnent à penser qu'il faut diriger les migrants vers de nouveaux centres. Il s'agirait de créer par exemple un certain nombre de centres locaux qui serviraient de pôles d'attraction pour les possibilités agricoles et industrielles, où l'on s'efforcerait de développer au maximum des services publics modernes - énergie, eau, logement et autres.

24. Si l'on résout ainsi le problème de la concentration de la population, on améliorera, avec un minimum de dépenses, l'ensemble de l'équipement social tout en utilisant au mieux les ressources en terres et les ressources humaines et les investissements de l'Etat seront plus profitables.

Agriculture et structure de la vie rurale

25. L'exploitation agricole de subsistance et son aménagement dans la structure du village et de la famille est un type d'exploitation particulier aux pays sous-développés, et à l'Afrique tropicale notamment. D'après des statistiques de 1950 ^{1/}, 65 à 75 % de la superficie totale des terres est cultivée à fins de subsistance par près de 60 % de la population adulte mâle. Moins de 15 % de la superficie totale est affectée à des cultures à commercialiser localement ou internationalement. En d'autres termes, de très larges couches de la population vivent en dehors de l'économie nationale et n'ont qu'une très faible influence sur la vie économique de leur pays. Ils sont en marge de l'économie monétaire sans possibilité d'améliorer leur niveau de vie. Si certains pays ont fait quelques pas vers l'économie de marché, en particulier l'Ouganda et certaines parties de l'Afrique de l'ouest,

^{1/} Sources de la FAO

ces changements n'ont pas eu grande influence sur les conditions de vie et n'ont pas encore contribué à stabiliser les zones rurales. En Rhodésie du Nord, l'augmentation des salaires agricoles a quelque peu modifié l'économie rurale et par suite l'aménagement des campagnes. En général, cependant, l'économie rurale ne favorise guère l'attachement à la terre. Les conditions auxquelles les agriculteurs sont soumis sont les mêmes dans toute l'Afrique. L'absence de choix dans les emplois, un sous-emploi chronique, le faible niveau de vie et la pénurie d'écoles contribuent à maintenir le paysan dans une condition inférieure. Indépendamment des légers progrès qu'ils ont fait vers l'économie monétaire, certains pays se sont efforcés méthodiquement de relever la condition rurale par des méthodes de développement communautaire qui ont amélioré la situation. Cependant, ces changements n'ont guère modifié la répartition géographique des villages ni l'utilisation des terres. Situées en dehors de l'économie de marché, les campagnes ont conservé le même aspect physique, adapté à une agriculture de subsistance, cet aménagement ne convient ni à l'application de méthodes commerciales ni à l'intégration des secteurs agricoles et industriels. La moindre perturbation, une récolte qui vient à manquer même partiellement, éprouvent profondément l'agriculteur qui vit en économie de subsistance et intensifient l'exode rural. Quant aux villes qui reçoivent ces migrants, elles se heurtent à un problème apparemment insoluble qui, depuis cinq ans, a pris une ampleur exceptionnelle dans presque tous les pays africains.

26. La plupart des pays africains s'intéressent au développement agricole et notamment à l'organisation du milieu rural. Ils ne réussiront que s'ils conçoivent des zones de développement ouvertes non seulement aux activités agricoles mais aussi aux activités industrielles, surtout aux industries alimentaires et à d'autres activités communautaires.

Industries

27. L'emplacement des industries est une question qui devrait retenir l'attention des tous. Il semble que certains gouvernements africains commencent à s'apercevoir que les implantations ne peuvent plus être décidées en ordre dispersé. Au Ghana par exemple, le service de l'aménagement du territoire a pu faire adopter une politique d'implantation des industries dans les grands

centres qui évite les créations inutiles de services et rationalise l'affectation des terrains. A Lagos, Nigéria, l'influence des planificateurs a permis de canaliser le développement industriel dans les zones les plus appropriées. Cette action semble cependant avoir un caractère plutôt local et il n'existe pour ainsi dire pas de mécanisme à l'échelon du pays ou du district qui permette d'intégrer complètement la politique de développement industriel aux autres aspects importants de l'aménagement auxquels elle se raccorde et sur lesquels elle a des incidences étendues.

28. Un choix scientifique de l'implantation des industries et la création de centres industriels par des spécialistes de l'industrie avec le concours de services et d'organismes nécessaires et complémentaires, a donc une grande importance pour le développement efficace de l'industrie. Il n'en est pas moins pour la croissance des villes, le développement agricole et, à longue échéance, pour la répartition de la population. Si l'économie de la plus grande partie de l'Afrique est fondée sur l'agriculture, c'est cependant l'industrie qui façonnera, dans l'avenir, la structure et la répartition du peuplement et le réseau des grandes communications.

Logement

29. Dans la plus grande partie de l'Afrique, c'est l'entreprise privée qui se charge de la construction des habitations; l'Etat et les services publics ne construisant guère de logements que pour les fonctionnaires, les travailleurs des industries extractives et, dans le cas de catastrophes nationales, les sinistrés.

30. La volonté d'améliorer le niveau de vie de la masse et l'importance des questions de logement au plan de la politique à suivre ont conduit de nombreux gouvernements à une intervention plus directe pour fournir de meilleurs logements à un plus grand nombre de personnes. Certains pays, la Nigéria et le Ghana par exemple, ont créé des sociétés indépendantes chargées du problème du logement. D'autres ont agrandi dans les ministères les services qui s'occupent de l'habitat et élargi les attributions des organisations de développement communautaire, en particulier pour le logement

rural. En Nigéria, un programme impressionnant pour l'élimination des taudis et le reclassement des mal-logés a amélioré la situation désastreuse de certaines parties de Lagos, la capitale fédérale.

31. Malgré les grands efforts déployés pour résoudre le problème du logement, la situation dans les grands centres urbains se dégrade d'année en année, et les divers programmes appliqués n'arrivent guère qu'à remplacer les logements devenus inhabitables. Le total des constructions patronnées par l'Etat et de celles du secteur privé est presque toujours insuffisant pour satisfaire la demande de logement, laquelle est renforcée par l'immigration, et plus encore pour faire baisser le taux d'occupation dans les centres urbains.

32. Comme il est dit dans le document E/CN.14/HOU/PA/3, le problème du logement en Afrique est extrêmement grave, surtout sur le plan quantitatif. A ce problème se trouve lié celui de la satisfaction de certains besoins essentiels - écoles, électricité, eau, routes, réseaux d'égouts et possibilités d'emplois.

33. Il est intéressant de noter que dans tous les pays les personnes qui sont touchées par le problème du logement, sont celles qui n'ont pas les moyens de recourir aux solutions modernes. Elles forment la majorité de la population urbaine et certaines viennent à peine de quitter la campagne et l'agriculture. Il est donc clair que le problème du logement dans les villes ne trouvera pas sa solution uniquement dans les villes. La plupart des programmes appliqués maintenant en Afrique concernent les agglomérations urbaines bien que, dans d'autres pays, de tels programmes aient souvent contribué à aggraver la situation car en améliorant les conditions de vie dans les centres urbains on encourage la migration vers ces centres.

34. Les programmes, actuels et futurs, de logement en Afrique et ailleurs, devront être établis en fonction de toutes les autres activités de développement et de la répartition présente et future de la population. Les ressources affectées au développement étant limitées, devront être

réparties avec le plus grand soin. Ce ne sont pas des programmes de développement dispersés et non coordonnés, établis le plus souvent soit pour des raisons de prestige ou par simple opportunisme politique, qui permettront d'atteindre ce résultat.

35. Il faudra donc étudier les politiques de logement du point de vue de leur utilité pour les programmes de développement économique et pour la régularisation des migrations des campagnes vers les villes, compte tenu des besoins sociaux et économiques les plus pressants du pays sur le plan du district. Un programme de logements bien conçu peut et doit être utilisé comme un moyen supplémentaire de développer de nouvelles agglomérations et de fournir de la main-d'oeuvre à des centres industriels nouveaux.

36. On ne pourra utiliser pleinement les programmes de construction d'habitations à prix modérés qu'en planifiant soigneusement d'avance les villes nouvelles, l'extension des agglomérations en fonction des besoins agricoles et industriels du pays. Ces centres nouveaux ou élargis, pour lesquels il est nécessaire de concevoir des programmes de logement originaux, formeront la base d'un réseau d'agglomérations fonctionnel qui devra permettre d'appliquer dans leur entier les politiques économiques et sociales, et de créer un cadre physique pour le développement du pays dans son ensemble.

Routes

37. Un des progrès les plus impressionnants dans les pays d'Afrique depuis la guerre est celui des réseaux routiers. De nouvelles voies ont ouvert des hinterlands à la vie économique et permis d'exploiter les ressources naturelles dans de meilleures conditions. A l'origine, les réseaux routiers, d'ailleurs embryonnaires servaient surtout à relier les centres administratifs aux capitales et à faciliter les échanges et l'exportation des matières premières. Avec l'impulsion donnée à la productivité agricole et à la demande de développement industriel axé principalement sur la production de biens pour la consommation locale, les programmes routiers sont de plus en plus poussés depuis cinq ans. Malheureusement, dans la construction des routes nouvelles et l'amélioration des anciennes, leur tracé s'est surtout inspiré de la direction générale des réseaux existants qui avaient été conçus en fonction d'une politique économique entièrement différente de celle suivie aujourd'hui dans la plupart des pays. D'une manière générale, cependant, la qualité des routes laisse fort à désirer dans la plupart des pays d'Afrique; les déplacements ne peuvent encore se faire que par véhicules spéciaux, demandent un temps démesuré et sont exposés à des difficultés multiples. Quant aux voyages d'un pays à l'autre, ils sont encore à peu près impossibles dans la plupart des cas. Il conviendrait donc non seulement de consacrer des efforts à l'amélioration de ces routes mais encore de planifier ces efforts sur une base nationale pour éviter les chevauchements.

38. En Ethiopie, des dispositions ingénieuses sont prises pour l'élaboration d'un programme routier selon la technique de la planification au niveau du district qui assurera l'articulation du futur réseau routier aux projets agricoles, aux projets industriels et à la structure du peuplement. En Rhodésie, au Sénégal, en Ouganda, au Kenya et au Ghana, on a tenu compte dans les études tendant à l'établissement de plans d'urbanisme d'ensemble, des enseignements des enquêtes sur la circulation routière. Au Ghana, avant l'élaboration des plans d'urbanisme relatifs à Accra, la capitale, et à Kumasi, le centre de la culture:

du cacao, on avait fait des études sur le réseau routier au niveau du district.

La terre

39. En Afrique, la modeste densité de la population, et la faible étendue des centres de peuplement par rapport à la superficie totale donnent l'impression que les terres abondent. A vrai dire, cependant, dans certains secteurs et particulièrement dans les centres urbains, le problème des terrains disponibles commence à se poser. La plupart des terres sont communales ou tribales, si bien que, il y a quelques années encore, cette forme collective de propriété se prêtait assez facilement à l'acquisition de terrains destinés à des usages publics. Mais, depuis que la propriété des terres s'individualise et que la spéculation incite les propriétaires à ne pas vendre, les achats par les pouvoirs publics rencontrent de plus en plus de résistance.

40. La nécessité d'une politique foncière globale pour ce qui est du régime de propriété et des cessions est généralement admise et les lois en vigueur montrent que, pratiquement, tous les pays africains ont pris des mesures pour faire participer l'Etat à la propriété des terres, quand il en découle un avantage pour l'économie du pays.

41. L'achat de terres, même en grand, donne généralement lieu à une opposition bien moindre lorsqu'il est présenté comme entrant dans le cadre d'une opération d'ensemble d'intérêt général. Des plans d'aménagement nationaux coordonnés et complets, définissant des opérations d'achat de terres de longue haleine et des plans au niveau du district fixant par zones les besoins de terrains d'aménagement seraient pour les divers projets l'un des moyens les plus efficaces de faciliter l'élaboration de politiques foncières et l'achat de terres par les services fonciers de l'Etat. De même, ces plans faciliteraient les réalisations préparées scientifiquement qui réduiraient les réelles complications nées de la multiplicité et des chevauchements des demandes d'achats que l'administration des domaines est souvent appelée à satisfaire.

Plans d'aménagement au niveau national

42. L'analyse des différents aspects de l'aménagement fait apparaître les rapports étroits qui existent entre tous, par exemple entre logement et industrie entre industrie et routes, entre routes et agriculture et fait ressortir, en outre, la nécessité de méthodes de planification intégrale plus étendues que celle du plan général d'urbanisme. Pour assurer la coordination des divers processus de développement, il faut recourir aux techniques de la planification au niveau du district prenant appui sur des plans d'aménagement nationaux, afin que tous les aspects du développement s'articulent aux politiques nationales. Un certain nombre d'organismes d'aménagement ont déjà joué un rôle très utile en préparant des plans d'urbanisme; de même, dans le domaine de l'aménagement du district, des réalisations d'un grand intérêt sont à signaler. Un rapport rédigé récemment avec le concours du service d'aménagement du territoire de la bande cuprifère de Rhodésie pourra servir de base à l'élaboration de plans par districts. Le projet de mise en valeur de la vallée du Kafue, qui a été conçu pour répondre à des fins multiples, encore qu'on l'ait élaboré sans faire appel à toutes les techniques de l'aménagement, trace pour les planificateurs le cadre d'une intégration complète. En Guinée, la préparation du projet de barrage et fonderie, également conçu comme une entreprise à fins multiples, a été précédé de l'analyse de tous les aspects du développement. Lors de la rédaction du rapport préparatoire sur le projet de mise en valeur de la Volta, on a fait entrer en ligne de compte tous les éléments du développement par la technique de l'aménagement au niveau du district. Plus récemment, cependant, le projet limité de barrage et de fonderie sur la Volta à Tema a abouti à une proposition selon laquelle l'agglomération établie à hauteur du barrage ne serait considérée que comme temporaire, malgré la création envisagée d'un port fluvial et malgré l'importance de la position du barrage en tant que point de rupture de charge pour les transports. Toutefois, le recours intégral aux techniques de la planification au niveau du district pour représenter les tendances futures du développement a permis de faire triompher le point de vue des

planificateurs de l'aménagement. Aujourd'hui, on établit les plans d'une ville nouvelle à construire près du barrage et qui fera partie intégrante du projet.

43. Il est certain qu'on a de plus en plus conscience à l'échelon politique et à l'échelon technique, des complexités des problèmes d'urbanisation et d'aménagement, par exemple: colonies de "squatters", "bidonvilles", embouteillages de la circulation, croissance "explosive" chômage, sous-emploi, délinquance, migrations, tous problèmes que l'on peut attribuer à des causes extérieures aux centres urbains où on les observe le plus souvent. Ces problèmes mettent en évidence la nécessité d'aborder la préparation des plans d'aménagement sur une base très large, nécessité dont on commence à prendre conscience, comme le démontrent les programmes en cours d'exécution dans certains pays. Il n'est nullement surprenant, sans doute, que, dans les pays qui ont accédé ou sont sur le point d'accéder à l'indépendance, les transformations les plus significatives dans les conceptions coïncident avec les cas où les politiciens locaux s'intéressent davantage aux villes et aux zones rurales de leur circonscription dont l'amélioration leur tient plus à coeur. De même, les remaniements de l'appareil gouvernemental que les nouveaux Etats indépendants ont dû faire en s'installant, ont été l'occasion de reconsidérer le rôle du planificateur de l'aménagement et généralement de réserver au planificateur une place plus logique dans l'administration publique pour lui permettre d'exercer ses attributions dans des conditions plus efficaces. C'est ainsi qu'au Ghana l'organe de planification de l'aménagement est chargé par le ministère dont il relève de la coordination et de l'intégration de toutes les formes de l'aménagement. De là, on a été conduit, logiquement, à réclamer l'élaboration d'un plan d'aménagement national qui guiderait la préparation ou l'exécution des divers plans et programmes de développement, permettant ainsi d'éviter le mauvais usage des ressources financières et les doubles emplois et d'articuler l'aménagement du territoire aux politiques sociales et économiques. Ce projet est en cours; pour son exécution, le service de l'aménagement reçoit le concours des Nations Unies.

44. Le rapport récent d'un expert du logement, des Nations Unies, à Lagos, a amené le Gouvernement de la Nigéria à solliciter les services d'une équipe d'experts comprenant :

- a) un économiste spécialiste des terrains urbains,
- b) un conseiller en matière de politique de l'aménagement,
- c) un conseiller en matière de politique sociale,
- d) un conseiller en matière de politique des transports, et
- e) un conseiller en matière de santé et d'hygiène publiques.

Il s'agit d'un des projets d'un ensemble qui doit permettre d'attaquer sur plusieurs fronts, les problèmes d'urbanisation et d'aménagement que fait surgir le développement économique accéléré.

45. Pour que les plans d'aménagement nationaux soient efficaces, il est une condition essentielle: il faut qu'un bureau indépendant et autonome en soit chargé à l'échelon national avec des organes subsidiaires dépendant de lui à l'échelon du district. Pour équilibrer les progrès dans les domaines étroitement interconnectés de la planification économique et sociale et de l'aménagement, il y a tout avantage à disposer d'une administration tripartite revêtant la forme de trois divisions indépendantes (planification sociale, planification économique et aménagement) dépendant toutes les trois d'un ministère ou sous-secrétariat unique. Dans ces conditions, les divisions du département de la planification nationale élaboreraient sur les directives politiques du gouvernement, les principes techniques d'action à appliquer dans les domaines de leur compétence, principes qui auraient été analysés et formulés, cependant, après des études détaillées et coordonnées faites en commun. La division de l'aménagement aurait à préparer un plan d'aménagement national, qui prendrait en considération les politiques sociales et économiques recommandées par l'administration tripartite et approuvées à l'échelon politique. Les études préalables porteraient sur :

- a) les tendances démographiques,
- b) l'analyse des tendances économiques,

- c) le potentiel de ressources naturelles,
- d) les ressources hydrauliques,
- e) les transports et communications,
- g) la demande future d'énergie (projections),
- h) les installations industrielles existantes,
- i) les programmes d'investissement,
- j) la structure actuelle du peuplement,
- k) les programmes de développement en cours,
- l) les possibilités de l'agriculture,
- m) la structure nationale de l'utilisation des terres.

46. Le plan d'aménagement national serait établi à partir de l'étude et de l'analyse des données générales ci-dessus, après consultations quotidiennes minutieuses au sein du département de la planification et avec les services spécialisés. Le plan aurait la forme de cartes du développement et d'exposés concernant :

- a) le réseau national des transports et communications,
- b) la structure du peuplement prévue,
- c) la fonction des centres de peuplement,
- d) les limites géographiques des districts de planification,
- e) l'emplacement des industries par districts,
- f) l'accroissement probable de la population par centres de peuplement, selon les projections,
- g) les principaux projets de génie civil,
- h) les programmes agricoles,
- i) les investissements de capitaux et les budgets de districts,
- j) les programmes et la chronologie.

47. Le plan d'aménagement national répondrait à plusieurs fins: rendre possible l'application des politiques essentielles de l'Etat; permettre l'évaluation aisée des dépenses en capital à l'échelon du district; favoriser la souplesse du processus de planification; permettre d'infléchir rationnellement les orientations pour corriger les imperfections, et modifier la politique des pouvoirs publics ou les tendances

du développement. Avant toute chose, le plan d'aménagement national serait un cadre du développement de l'aménagement détaillé bien intégré et un guide pour l'élaboration des programmes d'aménagement par districts. Ce cadre serait parfaitement parallèle au plan national de développement économique, avec lequel la coordination aurait été pleinement réalisée. Les deux plans établis et approuvés à l'échelon politique sous la forme d'un Livre blanc constitueraient un exposé définitif et détaillé des objectifs de développement du gouvernement.

Plans d'aménagement au niveau du district

48. Le plan d'aménagement de district n'est, essentiellement, que l'interprétation des objectifs et des programmes nationaux de développement social et économique et d'aménagement à un échelon territorial plus restreint. Le cadre de l'action de planification au niveau du district sera fourni par le plan d'aménagement national et le plan national de développement économique. Les divers éléments du premier de ces plans, outre qu'ils spécifieront les politiques nationales et les autres initiatives relevant de l'aménagement, définiront les districts géographiquement et indiqueront avec précision les influences que les autres districts exerceront sur la préparation du plan du district en cause. L'organe chargé de ce plan devra en outre faire en sorte que le développement soit mis en oeuvre conformément au modèle, si bien qu'il cumulera des fonctions de développement et des fonctions de planification. On ne saurait surestimer l'importance de cette particularité, le trait peut-être essentiel de la planification aux degrés intermédiaires.

49. La séparation des deux fonctions dans le passé n'a guère amené que des échecs; elle peut ravalier le plan d'aménagement au niveau d'un simple document consultatif. Rien, ou à peu près, n'indique qu'un plan consultatif puisse avoir une utilité quelconque. Il engendre chez les planificateurs de l'aménagement le complexe de la tour d'ivoire et permet généralement aux autorités chargées de l'exécution de se soustraire aux dispositions prévues dans le plan pour de simples raisons de commodité. A telle enseigne qu'il n'y a plus de plan et que les objectifs nationaux se trouvent faussés.

50. L'élaboration et l'exécution d'un plan d'aménagement pour le district sembleraient souvent réclamer une répartition des attributions: planification et exécution. L'organigramme des administrations régionales diffère d'un pays à l'autre. En Nigéria, il y a trois grandes régions administratives dotées chacune d'un organe législatif et de ministères; au Ghana, les régions administratives n'ont pas d'assemblée législative; elles ont à leur tête un commissaire ayant rang de ministre nommé par le gouvernement central.
51. Dans la plupart des pays africains, l'échelon administratif intermédiaire est en mesure d'assurer l'exécution de ses règlements propres et des lois du parlement central. Quand le découpage géographique des services de l'administration centrale coïncide avec celui des circonscriptions ou districts et avec les frontières ethniques, la coopération et l'exécution des plans s'en trouvent souvent facilitées. Il est rare toutefois, que ces démarcations tracées le plus souvent de manière assez arbitraire, soient les plus propices pour l'application des techniques d'aménagement au niveau du district. On aurait donc avantage à retenir les sections homogènes à fins multiples définies dans le plan de développement national pour la préparation du plan d'aménagement et les circonscriptions administratives pour l'exécution. Ce système présuppose une certaine souplesse administrative et l'existence d'un organe centralisé de planification de l'aménagement, qui puisse prendre à l'échelon national des mesures pour assurer la collaboration des planificateurs de l'aménagement de chaque circonscription administrative par delà les limites administratives. Bien entendu, il ne saurait y avoir de règles rigides en cette matière. Il pourra arriver que certains éléments du plan national soient mis en oeuvre par une autorité spéciale du gouvernement central instituée à cet effet. Il importe, cependant, que ces mesures limitées ne détournent pas de l'opportunité souhaitable d'élaborer un plan d'aménagement complet par district.
52. Dans la plupart des pays, l'organe central de planification de l'aménagement est assez fermement établi, mais il n'en est pas de même

des organes subsidiaires; lorsque ceux-ci existent, ils ne fonctionnent qu'occasionnellement. Deux exceptions particulièrement notables cependant sont à signaler en Nigéria et au Ghana. En Nigéria, alors qu'il n'existe aucun organe central, la planification de l'aménagement est solidement organisée au sein de ministères régionaux. Au Ghana, chaque circonscription administrative compte un bureau de planification qui dépend du service central d'aménagement. Ces bureaux, au nombre de cinq, sont permanents; ils assurent les opérations continues d'analyse d'enquêtes, d'élaboration et de révision de plans, qui sont essentielles pour une économie en voie de développement et sont partie intégrante de la planification.

53. Les techniques particulières utilisées pour la planification par district sont trop connues pour qu'il soit utile de les exposer à nouveau. Mais les dispositions administratives en vue de la préparation d'opérations d'ensemble méritent d'être signalées. Comme on l'a mentionné précédemment, les travaux continus de planification et la mise en oeuvre rationnelle des programmes de planification exigent la création au niveau de la circonscription, de bureaux de planification permanents dépendant de l'organe central de planification de l'aménagement. Ces bureaux doivent être chargés sans équivoque de la préparation des plans-cadres d'aménagement régional en collaboration avec les autres départements et organismes régionaux. Si, en tant que coordonnateurs, leurs responsabilités sont importantes, il doit aller de soi que la coordination ne signifie nullement l'articulation de projets sans rapport entre eux. La coordination et l'intégration doivent être assurées dès le stade de la préparation. C'est à cet échelon intermédiaire de la planification de l'aménagement que l'on peut le mieux prendre en considération les particularités régionales essentielles qu'il faut orienter pour assurer la réalisation des objectifs nationaux. C'est à ce niveau, par exemple, que l'on peut estimer le plus aisément les besoins spéciaux des populations dans les domaines du logement, des structures collectives et des techniques agricoles. L'échelon national est trop lointain et l'échelon des municipalités trop "insulaire" pour ces opérations.

54. Nombreuses sont les méthodes que l'on peut utiliser pour l'élaboration d'un plan d'aménagement au niveau du district. On trouvera ci-après les détails d'un système simple qui a été utilisé avec succès et qui, à ce titre, mérite examen. La suite des opérations présuppose que les cartes et textes relatifs à l'utilisation des terres dans les régions, à l'emplacement des industries et des ressources naturelles, aux conditions des agglomérations urbaines et rurales, aux courants commerciaux et aux autres éléments de l'analyse des enquêtes qui sont les outils indispensables au planificateur sont déjà établis ou sur le point de l'être avec le concours des organismes compétents. Le bureau de planification de l'aménagement procède alors aux opérations suivantes:

- a) analyse du plan national d'aménagement dans ses rapports avec le district;
- b) examen des influences extra-régionales présentes intrinsèquement dans le plan national;
- c) projet de ventilation du budget du district;
- d) exposé des conditions générales indispensables à remplir dans le domaine de l'aménagement pour adapter les politiques nationales à l'échelon du district. Il conviendra que cet exposé s'accompagne d'un projet de carte pour représenter graphiquement les conclusions. Ces documents constituent le dossier de base nécessaire aux organismes spécialisés qui ont à connaître des divers éléments de l'aménagement.
- e) réception des propositions générales préliminaires établies par les organismes spécialisés d'après le dossier incorporant les conditions d'application des politiques régionales d'ensemble;
- f) triage des matériaux par l'organe d'aménagement, détection des chevauchements et des incompatibilités et vérification de la conformité de l'orientation avec les objectifs nationaux;
- g) renvoi du projet de carte aux organismes spécialisés, avec mention des chevauchements et incompatibilités et indication, le cas échéant, de la nécessité d'une modification du tableau général. Cet envoi doit être accompagné d'une analyse écrite^{1/};

^{1/} Bien qu'il ne s'agisse que d'une opération unique, il n'y en aura pas moins des consultations nombreuses et fréquentes à toutes les phases.

- h) réception des documents généraux définitifs, modifiés par les organismes spécialisés, selon g);
- i) adaptation du projet de budget horizontalement et verticalement;
- j) préparation des prévisions démographiques pour les centres urbains et les centres ruraux, pour l'emplacement des industries, la structure du peuplement, la dimension des installations collectives;
- k) dernière vérification avec les organismes spécialisés;
- l) élaboration du plan détaillé d'aménagement du district sous la forme d'un exposé écrit et de cartes du développement ^{1/}, indiquant :
 - i) projections démographiques et densités;
 - ii) limites des villes;
 - iii) structure du peuplement;
 - iv) emplacement général des industries par centres de peuplement;
 - v) objectifs des investissements industriels;
 - vi) objectifs en matière de logement par centres de peuplement (secteur public et secteur privé);
 - vii) utilisation des terres agricoles;
 - viii) projections des rendements agricoles;
 - ix) ressources naturelles;
 - x) forêts, bassins et autres zones appelant des dispositions de conservation;
 - xi) communications (tracés des routes, etc.);
 - xii) projets essentiels de génie civil;
 - xiii) domaines du développement communautaire;
 - xiv) programmes et échelonnement;

^{1/} L'échelle pourrait être 1:25.000, par exemple, mais pourrait différer selon les besoins particuliers.

- xv) ventilation verticale et horizontale du budget;
- xvi) états d'avancement pour la mise en oeuvre de l'aménagement et les dépenses en numéraire.

55. Le plan ainsi établi serait alors présenté à l'organisation centrale chargée de la planification économique et sociale et des plans d'aménagement, laquelle, après examen minutieux, un travail de coordination et, le cas échéant, d'ajustement, prendrait les dispositions requises pour le faire homologuer par les pouvoirs politiques et revêtir de la force exécutoire.

56. Il ne fait aucun doute qu'avec la méthode qui vient d'être exposée il y aura des divergences d'opinions entre les organismes spécialisés et les planificateurs de l'aménagement. Pour cette éventualité, il sera bon de prévoir une procédure de recours à l'organe de planification nationale. Une question se pose au sujet de la place des planificateurs du développement économique et social à l'échelon du district. Plusieurs solutions sont possibles. Ces planificateurs peuvent constituer un bureau distinct mais complémentaire du bureau des planificateurs de l'aménagement à l'échelon national; ils peuvent être détachés par le bureau central pour s'occuper des problèmes d'une circonscription particulière, mais cette solution présente des inconvénients à cause des déplacements qu'elle comporte; enfin, ils peuvent être incorporés à l'organe de planification de l'aménagement ou inversement.

Plan d'aménagement à l'échelon local

57. Les plans d'aménagement et le développement à l'échelon local sont caractérisés par le fait qu'ils sont réalisés grâce à des efforts individuels de la population. La question est de savoir si la responsabilité doit en être confiée à l'autorité centrale ou à l'administration locale. Il ne faut pas minimiser l'importance de l'aménagement au niveau local. En Afrique, où une forte proportion de la population vit en économie agricole de subsistance ou souffre de sous-emploi dans les villes, le développement à l'échelon local permet aux habitants d'améliorer eux-mêmes leur milieu.

58. Une application judicieuse des plans de district par l'administration locale, grâce aux techniques du développement communautaire, permettra de faire participer la population aux politiques nationales et introduira dans le circuit économique des ressources humaines qui seraient autrement négligées. Ces mesures et notamment l'amélioration des techniques agricoles et du milieu, devraient faire participer une plus grande partie de la population à l'économie monétaire, ce qui est dans son intérêt comme dans l'intérêt du pays.

59. Dans la plupart des pays africains, l'administration locale est faible et n'a guère de ressources financières; rares sont les cas où elle dispose de services spécialement chargés de l'aménagement physique. Les plans d'aménagement sont en général établis par l'autorité centrale soit sur demande et contre rémunération, comme au Kenya, soit gratuitement et conformément aux programmes du bureau de planification de district qui le demande, comme au Ghana.

60. Pendant au moins dix ans encore, les autorités locales de la plupart des pays africains devront s'adresser aux ministères pour faire établir leurs plans d'aménagement. Ceci ne doit toutefois pas faire méconnaître les avantages d'une extension progressive des responsabilités de l'administration locale à qui il appartiendra finalement de préparer les plans d'aménagement des localités de leur ressort, comme c'est d'ailleurs son obligation. L'exécution d'un tel programme devra être soigneusement échelonné dans le temps. L'aménagement des localités ne doit pas être confié à des bureaux spéciaux avant que l'on ait créé les services nationaux et régionaux requis. En effet, si l'on crée des bureaux locaux d'aménagement avant de disposer de services et de plans nationaux et régionaux, on risque de voir ces bureaux devenir autonomes et échapper à l'influence du pouvoir central. Dans ces conditions, au lieu de s'insérer dans un processus de planification nationale d'ensemble, l'activité de ces bureaux pourrait faire obstacle à ce processus et engendrer des tendances contraires aux aspirations nationales.

61. La planification à l'échelon local est un moyen de mettre en oeuvre de nombreux aspects du plan national, et, ce faisant, d'utiliser les aptitudes particulières des habitants. Si l'on ne fait pas appel à l'entier concours de la population et qu'on ne donne pas pleinement conscience à tous des conséquences nationales et régionales du développement dans la localité, le processus de développement risque fort de n'avoir ni la vitalité ni la force nécessaires pour amener les changements importants dont les pays nouvellement indépendants ou près de devenir indépendants ont besoin. Pour assurer la coordination nécessaire à l'échelon local, il faut prendre les mesures administratives et juridiques qui s'imposent. L'administration locale s'inspirera du plan d'aménagement officiel du district pour déterminer l'orientation du développement dans la localité de son ressort. Elle sera chargée, en s'appuyant sur les indications des autorités de district, d'établir des plans pour les zones urbaines et les zones rurales. Les plans d'aménagement locaux ainsi établis seront vérifiés par le bureau du district et, une fois accomplies les démarches nécessaires, homologués par l'autorité centrale et publiés comme documents officiels comme les plans de districts. On prévoit, bien entendu, lors de l'établissement des plans locaux, une étroite coopération entre l'administration locale et l'administration du district, que ce soit la première qui élabore elle-même les plans ou que les autorités de district s'en chargent en son nom. Un plan local d'aménagement comporte certains éléments fournis par l'administration centrale, par exemple les routes faisant partie du réseau national; le principal objet d'un plan local est donc de déterminer dans le détail l'utilisation des terres et terrains dans les zones urbaines et les zones rurales, de définir les normes de planification et de prévoir en détail les types d'installations et de services publics de manière à orienter et réglementer les aménagements privés et publics.

62. L'initiative privée continue d'être responsable du gros des constructions à l'échelon local et il est avantageux de laisser à l'échelon local la responsabilité des demandes de développement. Les demandes de

particuliers présentées à l'approbation des services de planification sont une affaire strictement locale; elles exigent une bonne connaissance de la situation et des besoins et doivent être traitées par des méthodes adaptées à la population et comprises par elle.

L'approbation des plans locaux d'aménagement, dont l'administration locale ne pourra pas s'écarter sans autorisation, suppose des garanties contre toute méconnaissance des intérêts régionaux ou nationaux. On peut se prémunir contre la corruption, le népotisme et l'application abusive des règlements de développement, en donnant la faculté d'en appeler au service central de l'aménagement.

63. L'exécution de petits travaux publics et l'amélioration des techniques de culture par les habitants eux-mêmes à l'échelon local sont déjà courantes dans certains pays et prouvent l'importance de l'initiative privée et des projets réalisés par la collectivité. Il faut élargir la portée de cet aspect du développement, notamment dans les zones rurales si l'on veut réaliser des progrès sensibles et obtenir une économie stable. L'établissement de plans locaux d'aménagement est essentiel à l'application efficace de ces méthodes; il permet de mobiliser la plus grande somme d'efforts possible et d'utiliser au mieux toutes les ressources. Une énergie considérable a été gaspillée dans le passé à cause des erreurs faites dans le lieu d'application des activités locales de développement. Le cas d'un marché moderne, construit par la population, et resté inexploité parce que son emplacement ne convenait ni aux habitudes ni aux besoins des usagers, n'est malheureusement pas rare.

64. En conclusion, on peut dire que la valeur d'un plan d'aménagement du territoire au niveau national ou de la circonscription sera prouvée par les résultats pratiques obtenus à l'échelon local. L'utilisation judicieuse d'un système d'aménagement et de développement à trois niveaux permet non seulement d'appliquer correctement les politiques nationales mais aussi de faire comprendre aux habitants les conséquences du développement à leur échelon, ce qui leur donne confiance et éveille leur intérêt. Grâce aux échanges d'idées et de propositions - verticalement ou horizontalement - on pourra utiliser au mieux les nombreuses

aptitudes et qualifications professionnellen et les mettre au service de techniques et de stratégies du développement bien choisies et démocratiques.

Formation

65. La pénurie de personnel pour mener à bien un programme aussi vaste a fait obstacle à sa mise en oeuvre. Nombreux sont cependant les pays qui commencent à se rendre compte de la nécessité de former du personnel. Le Ghana a créé, avec l'aide des Nations Unies, une école pour la formation d'"assistants en planification", afin de combler la pénurie de personnel aux échelons internationaux entre les spécialistes de l'urbanisme et les dessinateurs qualifiés; la Faculté des sciences et de technologie du Ghana comprend une section pour la formation de cadres dans tous les aspects de l'aménagement physique, aux niveaux local et régional.

66. La Nigéria a reçu un expert chargé d'étudier la possibilité d'établir un programme de formation analogue, soit à l'Université d'Ibadan ou à celle qui vient d'être créée à Ife.

Pour terminer, nous rappelons les recommandations que le Cycle d'étude de la CEA sur l'urbanisation, qui s'est tenu à Addis Abéba du 26 avril au 5 mai 1962, a faites au sujet de l'aménagement physique:

- a) Les gouvernements devraient envisager de mettre en oeuvre des systèmes d'aménagement à trois niveaux - national, régional et local;
 - b) les gouvernements devraient prendre les mesures nécessaires pour assurer à tous les niveaux une coordination, entre l'autorité chargée de l'aménagement et celles qui sont responsables de la planification sociale et économique et des programmes sanitaires;
 - c) les Nations Unies et les institutions internationales devraient fournir aux gouvernements, sur leur demande, une aide pour mettre sur pied ce processus de planification;
 - d) les gouvernements devraient étudier la possibilité de prendre toutes mesures appropriées pour la formation de personnel en matière de planification et de recherche; les Nations Unies et les institutions spécialisées devraient leur apporter un concours, sur demande.
- - - - -